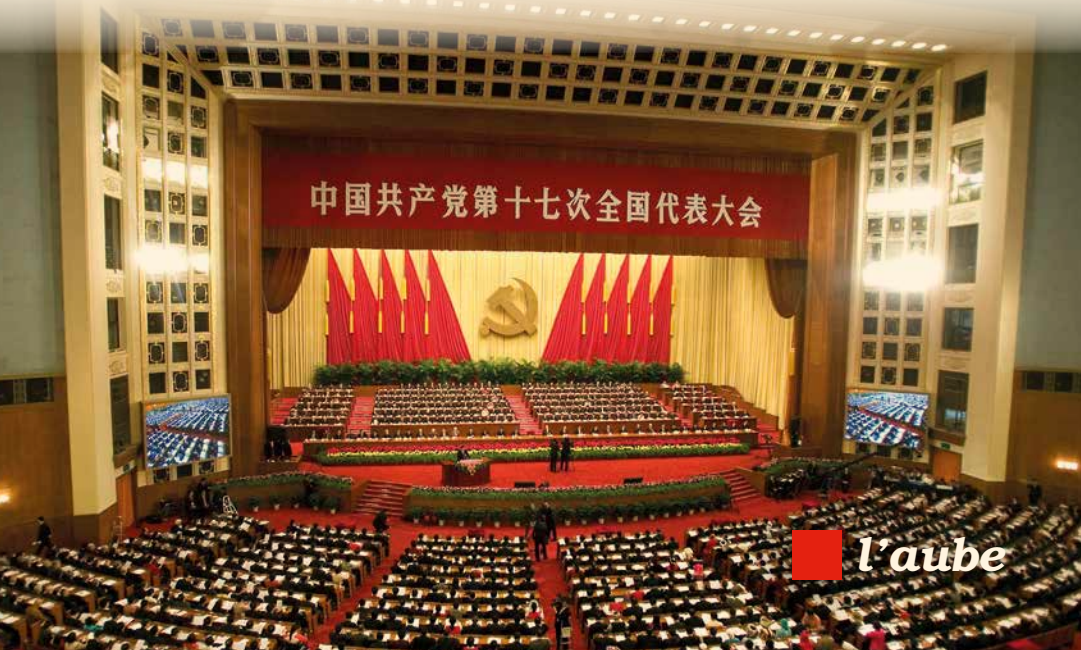


PIERRE-ANTOINE DONNET

Chine

le grand prédateur

préface de Jean-Pierre Cabestan



l'aube

CHINE, LE GRAND PRÉDATEUR

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2021
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-4456-4

Pierre-Antoine Donnet

Chine, le grand prédateur

Un défi pour la planète
préface de Jean-Pierre Cabestan

éditions de l'aube

*Je dédie ce livre à Véronique, veuve de Cabu,
assassiné le 7 janvier 2015 avec ses amis de Charlie.*

*J'ai eu le bonheur de le rencontrer
et nous partageons une fascination pour l'Asie orientale.
Sa bonté et sa bienveillance restent gravées dans mon cœur.
Sans qu'il le sache peut-être, il m'avait donné
une sacrée leçon de vie.*

Préface

Jean-Pierre Cabestan

Voici un livre important et utile. Important parce que Pierre-Antoine Donnet établit un bilan accablant et inquiétant du régime chinois actuel, de ses projets intérieurs et internationaux. Utile car il est plus que temps pour nous autres Européens et Français d'en tirer les conséquences qu'il convient, dans notre relation avec la République populaire de Chine, sur les plans à la fois diplomatico-stratégique, économique et humain. Le titre de cet ouvrage – *Chine: le grand prédateur* – est clairement inspiré par le titre d'un livre récent de François Heisbourg, *Le Temps des prédateurs**¹. Néanmoins, Pierre-Antoine Donnet concentre à juste titre son attention sur la Chine, non seulement parce que c'est le pays qu'il étudie depuis plus de quarante ans et dont il parle la langue, mais parce que le régime politique chinois actuel présente à ses yeux, comme l'indique le sous-titre de son essai, « un défi pour la planète ». J'ajouterais que ce régime, c'est-à-dire le Parti communiste chinois – une énorme machine de plus de 90 millions de membres dirigée d'une main de fer et en totale opacité par une élite de moins de 600 000 cadres dirigeants –, et non pas la société chinoise, présente aujourd'hui le principal défi pour la planète.

* Les références sont développées en fin d'ouvrage.

Pierre-Antoine Donnet analyse ici en cinq chapitres incisifs la réalité chinoise, et surtout le côté cour dont le PC chinois s'efforce de cacher, par sa propagande et ses campagnes de désinformation, la réalité. Je ne vais pas reprendre les arguments qu'il développe : on les connaît. Le régime de Pékin, et surtout celui qu'a perfectionné le président Xi Jinping depuis 2012, est plus que jamais liberticide. Ayant instauré grâce aux technologies modernes des systèmes de surveillance orwelliens, il est parvenu à conserver une grande longueur d'avance sur toute force qui pourrait le menacer. Il a repris en main Hong Kong, y tuant depuis 2020 le reste de démocratie et de libertés politiques qui y survivait. Il a imposé au Tibet, et plus encore au Xinjiang, une répression féroce, suspectant de « terrorisme » tous les musulmans (Ouïghours, Kazakhs, Kirghiz) qui luttent pour une réelle autonomie politique ou cherchent simplement à préserver leur culture et leur religion. Plus encore qu'auparavant, il tue dans l'œuf avec brutalité toute velléité de démocratisation, et même de réforme politique. Et il a ouvertement affiché le projet de rester au pouvoir, un pouvoir sans partage, pour « mille ans », comme l'a encore récemment affirmé le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi. Bref, le régime chinois et la « société secrète » qui préside aux destinées du pays sont devenus l'ennemi numéro un de la démocratie. Numéro un, non pas parce qu'il est plus opposé à la démocratie que d'autres gouvernements autoritaires. La Russie de Poutine, le récent coup d'État militaire en Birmanie et même la prise d'assaut du Capitole à Washington – un fait sans précédent dans l'histoire des États-Unis d'Amérique – nous rappellent combien l'autoritarisme est répandu, combien il est facile et rapide de passer de la démocratie à la dictature, et combien la démocratie peut être fragile. Numéro un parce que la Chine populaire est aujourd'hui la seconde puissance économique et militaire au monde. Elle a de fortes chances de dépasser les États-Unis en valeur du produit intérieur brut (PIB) avant la fin de la présente

décennie. Et chaque jour, elle est un peu plus en mesure de défier ces derniers et leurs alliés dans son environnement régional, notamment dans le détroit de Taïwan et en mer de Chine méridionale. Quel pourrait être l'avenir de nos démocraties si le leadership américain cédait la place au leadership chinois ? La démocratie serait immanquablement dans une position de plus grande faiblesse, nos valeurs seraient plus nettement en danger.

Ceux qui, en Occident, ont cru que la République populaire, grâce à nos politiques d'engagement et au « doux commerce », allait s'acculturer à la démocratie se sont bien trompés. Pierre-Antoine Donnet me fait l'amabilité de citer mon livre². Malheureusement, trois ans après sa parution, force est de constater que mes conclusions pessimistes restent valables. Qui plus est, comme le montre bien l'auteur de *Chine : le grand prédateur*, le gouvernement de Pékin ne critique plus seulement ce qu'il appelle la « démocratie occidentale » pour protéger sa survie, c'est-à-dire la dictature du Parti communiste sur la société chinoise. Désormais, sa puissance économico-financière lui permet d'avancer ses pions et de tenter de modifier en sa faveur le rapport des forces entre le socialisme et le capitalisme, entre son système hautement autoritaire et nos démocraties. Tout en se défendant de vouloir exporter son « modèle », il pousse son avantage en dénonçant chaque jour l'approche universaliste des droits de l'homme, en vantant *urbi et orbi* les avantages de son système de gouvernance et en développant, en particulier dans le système onusien, un entrisme inédit qui lui permet de plus en plus d'y imposer son récit, en particulier la « palissade* » due à Xi, selon lequel l'humanité partage un destin commun...

* « Il n'y a pas d'oasis de sécurité absolue. La sécurité des uns ne peut pas être assurée au prix de l'instabilité des autres, car les menaces pour les uns peuvent devenir un jour les défis des autres. Quand un voisin est en difficulté, il nous faut lui donner la main et non penser seulement à

Le caractère prédateur du régime de Pékin présente de multiples dimensions. Le développement sans précédent de l'économie chinoise doit être salué comme le succès d'une société chinoise à laquelle le Parti communiste s'est enfin résolu en 1979 à lâcher la bride, à la laisser entreprendre et gagner de l'argent. Mais cette modernisation inouïe a secrété un défi tout aussi inouï, le défi environnemental. Le gouvernement de Xi Jinping en est conscient, mais son opacité et son intégration partielle et inachevée à la communauté internationale ont aggravé les problèmes qu'il affronte, et que le monde doit surmonter : en Chine même, la lenteur de la décarbonisation de la fabrication d'électricité et la pollution à grande échelle des eaux ; à l'échelle de la planète, la déforestation des régions tropicales et le pillage organisé des réserves halieutiques des océans. L'on sait depuis longtemps que le régime chinois ne recule devant aucun moyen pour acquérir et maîtriser les technologies qui lui permettront de raver aux États-Unis, et plus largement aux pays développés, le leadership technologique. Ces dernières années, cette bataille s'est intensifiée. Elle s'inscrit dans la stratégie économique introduite par Xi en 2020 : la nouvelle « double circulation » selon laquelle le pays doit à la fois stimuler la consommation intérieure et continuer à mondialiser son économie. En réalité, l'objectif de cette stratégie est, pour la Chine, de réduire sa dépendance à l'égard des technologies occidentales, de développer ses propres technologies et normes et de les imposer au plus grand nombre de pays possible, d'abord à

consolider notre propre palissade. Il est nécessaire d'adopter un concept de sécurité commune, intégrée, coopérative et durable ». Xi Jinping, « Construire ensemble une communauté de destin pour l'humanité », Allocution à l'Office des Nations unies à Genève, 18 janvier 2017. <<http://french.cri.cn/news/china/685/20210114/606720.html>>. (Tous les liens ont été vérifiés le 15 mai 2021.)

ceux du Sud, les plus faciles à capter, puis à ceux du Nord, les plus dépendants de l'économie chinoise. En d'autres termes, le gouvernement chinois est en train d'introduire sa propre stratégie de découplage économique avec l'Occident. La Chine va-t-elle réussir dans cette entreprise ? Parviendra-t-elle à devenir leader dans les technologies du futur ? Je n'en suis pas sûr. Si elle a acquis des poches d'excellence – missiles, fusées, satellites, drones, train à grande vitesse, paiement en ligne –, elle connaît encore beaucoup de retard dans de nombreux domaines : puces électroniques, moteurs d'avions, nanotechnologies, recherche médicale, pour n'en nommer que quelques-uns.

Les ambitions internationales de la Chine sont connues : réunifier coûte que coûte Taïwan, prendre le contrôle du domaine maritime qu'elle revendique ainsi que de l'ensemble des terres immergées qui s'y trouvent, imposer ses propres normes internationales et réorganiser l'économie mondiale afin que celle-ci prenne pour centre non plus l'Occident, mais l'économie chinoise elle-même. Ainsi seulement la République populaire pourra, aux yeux du PC chinois, détrôner les États-Unis de leur piédestal. Ceux qui refusent de voir la dimension stratégique des Nouvelles Routes de la soie de Xi Jinping sont de mauvaise foi. Il est clair que la Belt and Road Initiative (BRI) poursuit des objectifs économiques : l'internationalisation des grands groupes chinois, la conquête de nouveaux marchés, la sécurisation des approvisionnements en matières premières. Mais en multipliant les liens de dépendance économique et financière entre un nombre toujours plus important de pays du Sud, la Chine a mis en place de nouvelles relations asymétriques, et pour ainsi dire tributaires, constitutives d'une nouvelle forme d'hégémonie. Le grand nombre d'États qui ont soutenu ces dernières années, à la demande insistante du gouvernement chinois, la politique de celui-ci au Xinjiang ou à Hong Kong atteste cette montée en puissance. Est-ce à dire

que ces pays « aiment la Chine »? Non, évidemment; cela signifie simplement qu'ils lui sont redevables et que le régime chinois les tient en laisse.

La bonne nouvelle, si l'on peut dire, est que la BRI est en train de s'essouffler, non seulement parce que les pays du Sud ont de plus en plus de mal à rembourser leurs dettes aux banques d'État chinoises, mais aussi parce que Pékin a besoin de financements plus importants pour soutenir la croissance intérieure, ses propres projets d'infrastructures ou la recherche et développement dans les technologies de pointe. Mais cette évolution n'a guère de chances d'atténuer le caractère de plus en plus rugueux de la diplomatie chinoise. L'Australie, le Canada, et maintenant l'Union européenne qui a osé prendre des sanctions ciblées contre certains des responsables des atteintes les plus choquantes aux droits de l'homme au Xinjiang, en font les frais. Et les menaces de Pékin contre Taïwan se multiplient, alimentant les craintes d'une crise militaire, voire d'un conflit armé qui, immanquablement, mettrait directement aux prises la Chine et les États-Unis et pourrait rapidement se nucléariser. Et cela dans le contexte d'une crise sanitaire de Covid-19 qui n'en finit pas, d'un environnement économique qui reste en berne, du moins en Europe, alors que la Chine et l'Amérique renouent avec une croissance soutenue (entre 6 % et 8 % en 2021), et d'une montée des populismes et de l'intolérance dans les pays démocratiques.

Dans ces circonstances, et au vu du bilan préoccupant qu'établit avec précision Pierre-Antoine Donnet, que devons-nous faire? Je crois qu'il nous faut d'abord prendre la mesure de la confrontation géostratégique, de la compétition économique et de la rivalité idéologique qui nous oppose à la Chine. Je pense que nous sommes entrés dans une nouvelle guerre froide, non pas parce que nous le désirons, mais parce que le PC chinois, par son discours, ses politiques et ses actes, nous l'a imposé. Je comprends très bien les raisons qui pourraient

conduire le lecteur à être en désaccord avec mon diagnostic, du fait des différences évidentes qui distinguent la période actuelle de l'ancienne guerre froide dont je me souviens encore, mon premier passage du Checkpoint Charlie à Berlin datant de 1974 et mon premier voyage en Union soviétique remontant à 1977, alors que Brejnev venait de réviser la Constitution du pays pour pouvoir devenir président de la République en plus de son titre de secrétaire général du PCUS. Nous sommes dans un monde mondialisé et la Chine populaire y appartient. Mais, justement, elle ne s'y est pas complètement intégrée, prenant des libertés non seulement avec les valeurs universelles auxquelles nous croyons, mais aussi avec les normes de l'Organisation mondiale du commerce, le droit de la mer, et maintenant les règles de politesse et de courtoisie de la vie diplomatique. Et depuis qu'elle est devenue forte, elle combat partout où elle le peut ces valeurs et ces normes.

Certains Européens me diront, embrayant sur les arguments de Pékin, que nous n'avons pas de conflits stratégiques avec la Chine. De fait, nous sommes loin de l'Asie-Pacifique, nos préoccupations tactiques sont à nos portes : le terrorisme islamique, le Sahel, la Russie, le Moyen-Orient ; nous n'avons pas les moyens d'intervenir militairement en Extrême-Orient, sauf pour y rappeler de manière bien symbolique le principe de la liberté de navigation, notamment en mer de Chine méridionale. Mais en cas de conflit sino-américain dans le détroit de Taïwan par exemple, quelle politique adopterions-nous à l'égard de la République populaire ? En tant que membres de l'OTAN, la plupart des pays européens ne seraient-ils pas contraints de soutenir leur allié américain, d'imposer un blocus à la Chine et de réduire fortement, voire de geler leurs relations économiques et humaines avec celle-ci ? Nous n'en sommes pas là, mais nous devons nous garder d'accepter un Munich avec Pékin, cédant sur la volonté de cette capitale d'imposer son diktat à Taïwan et de lui refuser toute maîtrise

de son destin, ou de peu à peu prendre le contrôle des îlots des mers de Chine méridionale ou orientale administrés par d'autres pays. L'Europe est mieux préparée à la compétition économique et surtout technologique avec la République populaire. Cependant, il me semble désormais primordial de réduire autant que possible notre dépendance économique à l'égard de ce pays, en rapatriant les industries les plus stratégiques et en déplaçant les autres dans des pays moins enclins ou moins capables d'instrumentaliser cette dépendance à nos dépens. Ce faisant, nous risquons évidemment de perdre des parts de marché en Chine même. Mais le projet du gouvernement chinois n'est-il pas depuis plusieurs années de marginaliser l'empreinte des groupes étrangers sur son marché intérieur? N'ouvre-t-il pas à l'étranger ses secteurs économiques une fois qu'il s'est assuré que ses champions nationaux y occupent une position de force?

Enfin, plus que jamais il faut défendre la démocratie et ses valeurs. Car si nous ne le faisons pas, personne ne le fera pour nous. À cet égard, je voudrais instiller une dose d'optimisme dans la discussion. J'enseigne depuis quatorze ans la politique intérieure et étrangère de la République populaire dans une université hongkongaise. À mon arrivée en 2007, mes étudiants étaient, d'une manière générale, peu politisés, guère intéressés par les affaires de la cité. Puis les choses ont changé, ils se sont brûlé les ailes au cours du mouvement des parapluies en 2014, puis lors des protestations contre la loi d'extradition vers le continent et pour la démocratisation du territoire en 2019. On sait ce qu'il est advenu. Mes étudiants sont évidemment devenus plus prudents. Mais nous continuons d'aborder tous les sujets qu'un politiste doit traiter. Ceux d'entre eux qui viennent du continent font preuve d'une sensibilité au politique et d'une indépendance d'esprit que je n'aurais pas imaginées il y a seulement dix ans. Plus généralement, l'intérêt de mes étudiants pour l'expérience démocratique taïwanaise ne cesse

de croître. Et je n'ai pas besoin de les pousser, en dépit de mon penchant connu à vanter les mérites de la société insulaire et à ne prêter guère de qualités à ceux que l'on appelait encore, lorsque j'y étudiais à la fin des années 1970, les « bandits communistes » (*gongfèi*).

Donc, la société chinoise change et le lecteur qui connaît mal la Chine ne doit pas se laisser abuser par la propagande de Pékin. Certes, le régime jouit encore d'une incontestable « légitimité de résultat », pour reprendre une expression wébérienne*. Les Chinois sont dans leur majorité nationalistes, mais peu d'entre eux « aiment » le PC chinois et croient complètement à ce qu'il leur dit. Ceux qui le rejoignent le font par carriérisme. Nombre de Chinois du continent – et maintenant de Hong Kong – tendent à garder leurs idées pour eux et leurs proches. Ils restent distants et défiants à l'égard du discours officiel. Ils sont parfaitement conscients du fait que la propagande du Parti embellit la réalité et masque tout ce qui pourrait porter atteinte à son image. Ils savent surtout que le Parti est au-dessus de la loi et que le pouvoir tient lieu de règle. Enfin, parmi les élites, Xi Jinping est contesté. La personnalisation de son pouvoir, son autoritarisme et son agressivité sur la scène internationale sont autant de reproches que l'on entend régulièrement en Chine. Cela ne signifie pas qu'il est en danger, même si certains s'aventurent à prévoir sa chute à la suite d'une révolution de palais. Cela signifie encore moins que le régime est aux abois. Mais cela veut dire que la société chinoise s'autonomise, se mondialise, et qu'un pluralisme d'idées s'y forme chaque jour un peu plus. Elle est mieux éduquée et mieux informée qu'auparavant sur le monde extérieur comme sur son propre pays. Elle aspire aussi à plus de libertés, en particulier la liberté

* Yves Sintomer et Jérémie Gauthier, « Les types purs de la domination légitime : forces et limites d'une trilogie », *Sociologie*, vol. 5, 2014/3, p. 319-333.

d'information et d'opinion, comme l'a montré la crise du Covid-19 au printemps 2020.

N'oublions pas non plus que le gouvernement chinois – tout gouvernement chinois, en l'occurrence, quelle que soit sa couleur politique – va devoir continuer de relever de multiples défis intérieurs : outre la situation préoccupante de l'environnement, le vieillissement rapide de la population, la réduction dramatique des terres arables, la pauvreté relative mais persistante d'une bonne moitié de la société (600 millions de Chinois gagnent moins de 120 euros par mois) et les attentes toujours plus grandes de classes moyennes urbanisées en quête de bien-être. En d'autres termes, la Chine n'est pas aussi puissante qu'elle veut le faire croire. Et comme j'ai tenté de le montrer dans un essai à paraître prochainement, elle continuera d'hésiter à se lancer dans un conflit armé avec les États-Unis, préférant utiliser à son profit ce que les stratèges appellent « les zones grises » entre la guerre et la paix, y compris face à Taïwan*. Ce sont autant de raisons pour ne pas céder aux demandes, aux menaces et aux intimidations du régime communiste chinois. Nous sommes engagés avec celui-ci dans une partie de bras de fer appelée à durer. Il nous faut donc mieux nous y préparer.

Cette préparation ne nous interdit pas de tenter de coopérer avec le gouvernement chinois là où nos intérêts convergent, par exemple la lutte contre le réchauffement climatique, la gestion de la crise du Covid-19 ou les dossiers nucléaires iranien et nord-coréen. Toutefois, ne nous berçons pas d'illusions : aujourd'hui, la confrontation l'emporte structurellement sur la coopération.

La Chine n'est pas le seul prédateur. La Russie en est un autre ; mais avec le PIB de l'Italie, sa capacité de nuisance est

* Jean-Pierre Cabestan, *Demain la Chine : guerre ou paix ?*, Paris, Gallimard, 2021.

CHINE, LE GRAND PRÉDATEUR

bien plus limitée. En conséquence, Pierre-Antoine Donnet, un ami fidèle rencontré à Pékin il y a plus de trente ans, a raison de nous alerter. Bonne lecture !

Jean-Pierre Cabestan est un sinologue français, spécialiste du droit et des institutions du monde chinois contemporain et plus particulièrement de Taïwan. Il est directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique. Depuis 2007, il est professeur et directeur du département de science politique de l'Université baptiste de Hong Kong. Il est également chercheur associé à l'Asia Centre - Centre études Asie.

Introduction

Bien que sévèrement touchée par la pandémie de Covid-19 apparue dans la ville chinoise de Wuhan, la Chine a été la seule grande économie du monde à afficher une croissance insolente en 2020 (+2,3 %), une performance qu'elle devrait renouveler facilement et même largement dépasser en 2021, année d'un fort rebond attendu après les tourments vécus en 2020*. À nouveau réuni avec l'arrivée à la Maison Blanche de Joe Biden le 20 janvier 2021, l'Occident s'organise, mais en vain, pour lui barrer la route. La Chine, bientôt la première puissance économique du globe**, représente un défi

* Selon Liu Shijing, conseiller pour la politique monétaire de la Banque centrale chinoise, la croissance du PIB chinois devrait même atteindre entre 8 et 9 % en 2021, la Chine renouant ainsi avec ses années de forte croissance (Reuters, 26 février 2021).

** Selon le rapport annuel 2020 du *think tank* britannique Centre for Economic and Business Research qui fait référence en la matière, publié le 26 décembre 2020, la Chine deviendra la première puissance économique du globe devant les États-Unis en 2028, soit cinq ans plus tôt qu'initialement prévu, du fait notamment du redémarrage en trombe de son économie au second trimestre de 2020 malgré la pandémie (CEBR, *World Economic Table 2021*, décembre 2020, p. 8, <<https://cebr.com/wp-content/uploads/2021/02/WELT-2021-final-15.01.pdf>>.). Une projection corroborée par le Centre japonais pour la recherche économique

majeur pour les prochaines générations de Terriens, que ce soit en matière de réchauffement climatique, de transition écologique, d'hyperdéveloppement économique, d'innovation technologique et de bouleversements politiques engendrés par son modèle de développement, qui lui est unique. La société chinoise est engagée dans une course en avant qui, si elle lui a permis d'éradiquer l'extrême pauvreté en un temps record, n'est pas sans conséquences majeures pour l'ensemble de l'humanité. Cela du seul fait de son poids démographique, économique et environnemental. Les décisions qui sont prises aujourd'hui à Pékin vont, demain, peser sur l'ensemble du monde. Or rien n'indique que les autorités chinoises s'apprêtent à infléchir leurs orientations stratégiques. Au contraire. Dans le seul but d'assurer sa survie, le Parti communiste chinois, dont l'unique légitimité est le développement économique, est solidement ancré sur ses choix. La Chine se trouve-t-elle sur une trajectoire de collision avec le reste du monde? Quels sont exactement les enjeux? Qui pourrait s'opposer à cette course folle*? Après la colonisation menée dans le monde par l'Europe au XIX^e siècle, suivie de la domination planétaire américaine au XX^e siècle, la Chine serait-elle devenue le grand prédateur environnemental,

(JCER). Selon le Fonds monétaire international, la croissance chinoise devrait grimper de 7,9 % en 2021, une performance qu'aucun autre pays du G20 ne sera en mesure d'égaliser. Le pays devrait bénéficier d'une croissance annuelle moyenne de son PIB de 5,7 % pour la période 2021-2025 et de 4,5 % pour la période 2026-2030, une performance qui sera inégalée dans le monde industrialisé. La part de la Chine dans l'économie mondiale est passée de 3,6 % en 2000 à 17,8 % en 2020 et ne cessera de croître dans les prochaines années.

* Les dirigeants chinois sont évidemment loin d'être fous. Ils sont, au contraire, très rationnels et leurs décisions en matière d'orientations économiques sont mûrement réfléchies. À noter, en outre, que la croissance chinoise a notablement ralenti depuis une dizaine d'années.

politique et économique du XXI^e siècle? C'est là l'un des sujets majeurs que j'entends développer dans ce livre.

Que l'on comprenne bien : notre intention n'est sûrement pas de nier à la Chine le droit au progrès économique et social. Au contraire. Le peuple chinois a, comme tous les autres peuples du monde, le droit de trouver sa place au soleil. Gardons en mémoire, d'ailleurs, que la Chine a été pendant plus d'un millénaire la grande puissance du globe, alors que l'Europe du Moyen Âge connaissait encore les disettes, les épidémies et les guerres de Religion. Simplement, nous ne le savions pas. Je suis le premier à tirer mon chapeau devant le génie chinois, celui d'un peuple qui, en quarante ans à peine, a réussi à s'extraire de la grande pauvreté pour parvenir, à force de travail acharné, au rang envié de deuxième puissance économique du monde*. L'ascension foudroyante de la Chine depuis les premières réformes lancées en 1978 par le visionnaire Deng Xiaoping est époustouflante. Elle commande respect et admiration. Les Chinois, qui restent hantés par le souvenir de l'humiliation infligée à leur pays lors des guerres de l'Opium et des « traités inégaux » qui ont suivi il y a plus d'un siècle et demi, en retirent une légitime fierté et ils ont bien raison. Il y aurait là comme un juste retour des choses. Cela avec la perspective du grand basculement du monde dans le siècle de l'Asie.

Avant qu'elle ne devienne à son tour, mais bien plus tard, un redoutable prédateur, la Chine, qui était à l'époque celle de la dynastie des Qing (1644-1911), a été au XIX^e siècle le jouet d'une prédation occidentale implacable. Ne l'oublions pas. Mais si ces faits sont irréfutables, il est bon d'en rappeler

* Pour modérer mon propos, cela m'amène à dire aussi que l'enrichissement des Chinois a profité à certains beaucoup plus qu'à d'autres. Les écarts de richesses en Chine sont actuellement parmi les plus élevés au monde.

le contexte : celui d'une dynastie finissante, à l'agonie, rongée par la corruption. L'impératrice Ci Xi elle-même, plutôt que de trouver des fonds pour bâtir une flotte chinoise capable de résister à l'invasion étrangère et plutôt que de s'intéresser à la misère de son peuple, avait préféré se faire construire un bateau en marbre au Palais d'Été (incendié en octobre 1860 par le corps expéditionnaire franco-anglais lors de la seconde guerre de l'opium). Mais cela, la propagande officielle chinoise ne le dit jamais*. Aujourd'hui, il nous faut bien constater, et cela sans animosité aucune, que les bouleversements provoqués par l'incroyable mutation chinoise qui se déroule sous nos yeux sont multiples et de portée planétaire. La Chine participe grandement à l'épuisement des ressources naturelles du globe, à la désertification des sols, à la disparition des espèces vivantes et, surtout, au réchauffement climatique. Son programme pharaonique des Nouvelles Routes de la soie est, à l'évidence, un instrument de domination économique ainsi qu'une nouvelle forme de prédation commerciale, environnementale et politique à l'échelle du monde. Aussi la question qui se pose avec acuité est-elle celle du désir et de la capacité de la Chine de Xi Jinping d'honorer ses immenses responsabilités de nouvelle

* Et à ce sujet, ça n'a pas raté : le 24 mars 2021, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois Hua Chunying n'a pas hésité à comparer les sanctions coordonnées décidées par l'Union européenne, le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis contre des responsables chinois impliqués dans la répression des Ouïghours au Xinjiang à la coalition qui s'était constituée en 1900 entre les États-Unis, l'Europe et le Japon pour envahir la Chine. « Mais la Chine n'est plus celle qu'elle était il y a cent vingt ans. Personne ne devrait oser offenser le peuple chinois », a-t-elle dit (Kristin Huang, « China-EU relations: Beijing ramps up the rhetoric in dispute over sanctions », *South China Morning Post* [dorénavant abrégé en *SCMP*], 24 mars 2021. <<https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3126793/china-eu-relations-beijing-ramps-rhetoric-dispute-over>>).

grande puissance dans le monde d'aujourd'hui et de demain. Au fil des années qui passent, la Chine est devenue un cas de conscience pour le devenir de notre planète. Au Xinjiang, au Tibet et à Hong Kong, les masques sont tombés, tandis que la menace contre Taïwan se précise. La relation Bisounours avec la Chine éternelle est sans doute terminée, et le réveil, brutal.

Ce livre n'est pas neutre, j'en conviens. Mais j'ai eu pour souci permanent de rester objectif. Le premier devoir d'un journaliste doit être le choix de l'objectivité plutôt que celui de la subjectivité, même si ce n'est pas toujours facile en ce qui concerne la Chine tant les méandres de l'évolution de la société chinoise sont sinueux. Le propre de tout journaliste honnête et curieux n'est-il pas de jouer ce rôle de vigie, dont la mission est de sonner le tocsin lorsque l'incendie gagne la plaine ou quand, en pleine mer, le grain pointe à l'horizon ? Le travail d'enquête que j'ai mené tout au long du premier semestre 2021 repose sur des sources clairement identifiées, solides et vérifiées*. J'ai donc tenté d'éviter, autant que faire se peut, de prendre parti, préférant opter pour l'information brute, sans l'enrober d'analyses partisans, cela afin de laisser le lecteur se faire sa propre idée. Des faits, rien que des faits ! Cette règle d'or, je l'ai apprise lorsque j'ai rejoint l'Agence France-Presse en 1982. Elle ne m'a plus jamais quitté pendant toute ma carrière. Je laisse donc celui qui lira ces lignes seul juge devant une réalité qui est devenue, au fil des ans, une dominante de notre monde d'aujourd'hui et qui, sans que l'on sache vraiment quoi faire, explose sur nos écrans radar. Je m'étais donné pour ligne de conduite de ne pas laisser de place dans ce récit à la polémique gratuite, aux insultes et à la haine. Pari perdu, je le crains, comme vous le verrez dans les pages qui suivent. Bien des doutes ont surgi au fur et à mesure de l'écriture de ce livre

* À chaque fois que cela est possible, j'ai précisé les adresses URL afin que le lecteur puisse vérifier la source et se documenter davantage.

sur le sens que j'entendais donner à mon message. Franchir le Rubicon n'a pas été chose facile. Pendant de nombreuses nuits blanches j'ai retourné en tous sens la signification de ce que j'étais en train d'écrire. Mais les nuits blanches ont ceci de bon qu'elles sont bonnes conseillères. Les témoignages bouleversants – et qui se sont multipliés depuis 2020, venant surtout de femmes – d'Ouïghours, de Kazakhs, de Kirghiz et d'autres minorités musulmanes du Xinjiang, l'ancien Turkestan oriental annexé par la Chine de Mao en 1950, sur l'enfer qu'ils ont vécu dans les camps d'internement ont vaincu mes résistances. Ces témoignages, dont on ne peut plus raisonnablement douter de la véracité, heurtent les consciences, dont la mienne. Pourquoi s'en prendre à la Chine ? Ce livre ne vise évidemment pas le peuple chinois pour qui j'ai le plus profond respect et une grande admiration. Mais le régime de Xi Jinping, oui. Ce livre est un projet personnel dont j'assume l'entière responsabilité. La responsabilité de l'Agence France-Presse, qui a été ma deuxième famille pendant trente-sept ans, ne saurait être engagée de quelque façon que ce soit.

Pour moi qui aime tant la Chine, la situation actuelle dans ce pays est une déchirure incandescente. J'ai pensé qu'au bout du compte, je n'avais d'autre choix que d'ajouter ma voix à celles, déjà nombreuses, qui témoignent aujourd'hui d'une Chine devenue, à bien des égards, terrifiante. Je suis habité par la Chine depuis très longtemps. Je n'ai jamais été à proprement parler maoïste. Je me suis toujours méfié des effets de mode et tenu à l'écart des phénomènes de meute. Mais, encore adolescent, je militais à Secours rouge et, au grand dam de mon père, j'avais accroché sur un mur de ma chambre un poster du Premier ministre charismatique de l'époque, Zhou Enlai. Ce poster était resté en place plusieurs années. Mes amis s'en souviennent : sitôt mon bac en poche, je n'ai eu de cesse d'apprendre le chinois. C'était l'époque d'une certaine naïveté sur la Chine de Mao chez une jeunesse qui croyait dur comme

CHINE, LE GRAND PRÉDATEUR

fer à l'avènement d'un homme nouveau qui allait bientôt briller sur le monde et sauver le genre humain. Illusions perdues. Nous avons appris bien plus tard à quel point nous avons été trompés par des promesses qui furent en réalité suivies de désastres épouvantables pour la Chine, désastres que le Parti communiste chinois essaie encore aujourd'hui de cacher sous le tapis. En 2021, la naïveté à l'égard de la Chine n'est plus la même. Mais, la propagande chinoise aidant, elle a contaminé nombre de nos dirigeants et décideurs politiques. J'ai passé huit ans à étudier la Chine de l'intérieur dans les années quatre-vingt, si je compte mes séjours linguistiques à Taïwan et à Hong Kong. Depuis, plus de trente ans ont passé, mais je n'ai jamais cessé d'observer ce pays et d'y retourner fréquemment. Après mûre réflexion, j'ai décidé que le temps était venu pour moi de sortir du bois. Les pages qui suivent sont le fruit de cette réflexion. Comment et pourquoi la Chine est devenue un cas de conscience pour le monde : c'est là tout l'objet de ce livre.

1
Le nouvel « Homo sinicus »,
la tragédie des Ouïghours et des Tibétains

Placés sous la surveillance étroite et constante des autorités, 1,4 milliard d'êtres humains évoluent dans un univers de conformisme, d'obéissance, de discipline et de soumission, là où désormais le libre arbitre disparaît peu à peu au profit d'un moule sociétal envahissant. Soumis à une sorte d'enfermement collectif, l'homme de demain en Chine fait peur. Préfigure-t-il l'avenir de la société humaine ? La tragédie des Ouïghours et des Tibétains nous interpelle.

« Il y a des jours où je désespère du genre humain. »

ROBERT BADINTER

« Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire. »

ALBERT EINSTEIN

Les Chinois, les Terriens les plus surveillés au monde

Les Chinois sont les Terriens les plus surveillés au monde. Une armada de caméras équipées de logiciels de reconnaissance faciale sophistiqués espionnent en permanence leurs moindres faits et gestes dans les lieux publics de toutes les grandes villes du pays. Le constat est sans appel : dix-huit des vingt villes les plus surveillées au monde se trouvent en Chine. Dans le top 20, seules Londres et Hyderabad font exception, mais sagement classées en queue de peloton. En 2021, un total de plus d'un milliard de ces caméras était installé dans les villes du monde, grandes ou petites, dont 54 % d'entre elles dans la seule Chine³. De cela résulte qu'en Chine, désormais, Big Brother veille partout. Une caméra ou un commissaire de quartier détecte un mauvais comportement ? Vous ne pouvez plus être membre du Parti ou représentant de votre quartier. Vous ne pouvez plus être parmi les meilleurs. Jeter un papier par terre, traverser la rue en dehors des clous, ne pas relever correctement son compteur d'eau, couper un arbre, voyager en train sans billet valide : en Chine, ces incivilités peuvent coûter cher. Une quarantaine de villes chinoises expérimentent depuis 2019 le programme dit de « crédit social » qui consiste à noter et à fichier les citoyens. Chaque citoyen obtient *in fine* une moyenne et une note, considérée comme une deuxième carte d'identité. « Le but de ce système, c'est la reconstruction de la morale », estime Lin Junyue, père du système du crédit social. Selon lui, un tel programme permettrait d'atteindre « le même niveau de civilité que les pays développés ». Gare à celui qui n'obéit pas à toutes les règles de bonne conduite. Le programme de « crédit social » a été généralisé dans toute la Chine en octobre 2020. Pour l'heure, une « liste noire » consultable sur internet, avec les noms, les adresses et parfois les visages des personnes, est déjà établie sur l'ensemble du territoire. Cette liste recense également les citoyens qui ont

des problèmes d'argent et de dettes – lesquels en subissent les conséquences*. Ces millions de caméras de surveillance sont le noyau actif d'un système de contrôle social omniprésent devenu un outil précieux pour le Parti communiste chinois. Comme le note François Heisbourg, ce système, à l'image de celui imaginé par George Orwell dans son ouvrage prémonitoire *1984*, se rendra maître du contrôle de l'emploi, du logement, des études, de la Sécurité sociale, de la liberté d'aller et venir, des moyens de paiement et des instruments de communication des citoyens. Même si sa mise en place ne sera sans doute pas aisée, « cela n'en ravagera pas moins d'innombrables existences et permettra de conforter le pouvoir du PCC** ».

La réalité d'aujourd'hui est aussi celle d'une Chine qui exporte massivement ses matériels de surveillance, y compris bien sûr ses caméras, et cela en particulier dans les pays en développement et émergents où, lorsque les régimes y sont autoritaires, ces derniers sont attirés par ces possibilités inédites

* La surveillance de la population chinoise a atteint un sommet avec la mise en œuvre, depuis février 2019, d'une application « gratuite » dédiée à la « pensée Xi Jinping » pour les détenteurs de smartphones munis du logiciel Android (80 % du marché des smartphones en Chine) : « Study the Great Nation » (Xuexi qianguo), logiciel qui permet grâce à un *backdoor* (une porte dérobée) d'espionner toutes les activités de leur téléphone (mails, photos, messages, contacts, historiques de navigation). Les 90 millions de membres du PCC et les fonctionnaires du gouvernement ont pour instruction impérative de l'utiliser quasiment quotidiennement. En outre, cette application, devenue au fil des mois la plus téléchargée en Chine, soumet les utilisateurs à un jeu de questions-réponses sur l'étendue de leurs connaissances sur leur pays et leur leader Xi Jinping.

** François Heisbourg, *Le temps des prédateurs*, 2000, *op. cit.*, p. 82. Je souligne ici bien volontiers que le titre du livre de François Heisbourg m'a évidemment inspiré pour celui de mon propre livre.

de contrôle social. La question que l'on peut donc se poser est de savoir si l'on accepte que la Chine exporte également son modèle de société orwellien et que se duplique ainsi dans tous ces pays, sans garde-fou, une nouvelle société placée sous surveillance. Big Brother va-t-il étendre son emprise à travers le monde ? Des gouvernements oppressifs achètent des technologies de surveillance à la Chine, a déclaré l'Américaine Kimberly Breier, secrétaire d'État adjointe aux Affaires de l'hémisphère occidental, dans un discours au Conseil des Amériques le 26 avril 2019. « La Chine exporte un savoir-faire technologique qui peut aider les gouvernements autoritaires à surveiller, récompenser et punir les citoyens par le biais d'un système de surveillance numérique », a-t-elle précisé. La Chine a introduit ces technologies notamment au Tibet et au Xinjiang pour espionner les Tibétains, les Ouïgours, les Kazakhs et les membres d'autres groupes minoritaires. Les accords portant sur l'exportation de ces équipements high-tech de surveillance sont souvent inclus dans le programme des Nouvelles Routes de la soie, selon un rapport du Center for a New American Security intitulé *Grading China's Belt and Road*⁴. Le Zimbabwe, par exemple, dans le cadre d'un accord commercial de cette nature, « importe le système chinois de reconnaissance faciale et il l'utilisera probablement de manière à réduire le coût de l'autoritarisme », estiment les auteurs du rapport⁵. Mais ce système fonctionne aussi en sens inverse. Selon un rapport d'Amnesty International publié le 21 septembre 2020, plusieurs entreprises européennes ont doté la Chine de matériels de surveillance, notamment de reconnaissance faciale. L'ONG y évoque le géant français Idemia, l'un des leaders mondiaux du secteur de la biométrie – avec 15 000 collaborateurs et 2,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires revendiqués. Amnesty met en cause Idemia pour la fourniture d'un système permettant de détecter et de reconnaître des visages sur une bande-vidéo au bureau de sécurité publique de Shanghai. Cette vente, dénonce

l'ONG, a été réalisée en 2015 par Morpho, une ancienne filiale de Safran, qui a fusionné avec Oberthur, en 2017, pour former Idemia⁶.

Dans ce contexte de camisole de force sociale et de carcan politique intégral, la seule liberté dont peut encore espérer bénéficier le peuple chinois est celle de consommer. Dans ce domaine, les vannes sont grandes ouvertes. Et le voilà plongé dans un univers de consumérisme forcené qui fait le bonheur et la fortune des grands conglomérats de vente en ligne, tel le géant Alibaba*. Une immense vague de matérialisme a submergé la Chine, même si les Chinois sont de plus nombreux à rechercher une vie spirituelle**.

La consommation, c'est des records d'une année sur l'autre. Le Black Friday qui est un concept américain, une journée de soldes dans l'année, a été adopté par le groupe Alibaba depuis 2009, et les ventes en 2020, c'était 68 milliards d'euros pour la journée du 11 novembre, que l'on appelle la « journée des célibataires ». Or, en 2013, c'était 6 milliards d'euros. Donc on voit en sept ans la progression incroyable, des records battus d'une année sur l'autre. Pour vous donner une idée de ce que cela peut représenter, au pic de la consommation de cette journée du 11 novembre, c'était 583 000 commandes à la seconde⁷. On voit là cette accélération effrayante de la consommation digitale en Chine. La Chine est le 2^e consommateur digital du monde derrière la Corée du Sud. Le secteur de la mode, c'est

* Alibaba, dont l'ancien patron Jack Ma est très populaire dans son pays et classé première fortune de Chine.

** Les statistiques montrent l'intérêt marqué des Chinois pour les religions, dont le christianisme et le bouddhisme qui, connaissant tous deux un renouveau extraordinaire, commencent à faire de l'ombre au Parti communiste chinois. Les autorités ont réagi en imposant ces dernières années un contrôle de plus en plus strict des pratiques religieuses.

quand même 8 à 10 % des émissions de CO₂ mondiales, c'est plus que les vols internationaux et les transports maritimes réunis. C'est aussi le 2^e plus grand consommateur d'eau après l'industrie pétrolière*.

En attendant que des réponses soient données au questionnement spirituel, une étude récente a montré que plus de la moitié de la population chinoise était en surpoids. Selon un rapport de la Commission nationale de la Santé publié le 23 décembre 2020, plus de 50 % des Chinois sont en surpoids, desquels 16,4 % sont obèses, résultat d'un changement profond du mode de vie qui se traduit par une activité physique réduite, une consommation croissante de viande et une forte diminution de fruits et légumes. Moins d'un quart de la population chinoise pratique une activité physique au moins une fois par semaine, selon cette étude⁸.

Avec Hong Kong, les Tibétains sous la botte. Un génocide au Xinjiang ?

En Chine communiste, pas de place pour la pluralité de pensée. Pas d'espace pour toute dissidence. Quand un clou dépasse, il faut lui taper dessus. Le 28 décembre 2020, Zhang Zhan, une « journaliste citoyenne » qui avait couvert l'épidémie de Covid-19 à Wuhan, a été condamnée à quatre ans de prison. Son seul crime : avoir diffusé des vidéos de la situation sanitaire à Wuhan qui n'étaient pas dans la ligne tracée par le pouvoir et la propagande, et avoir chroniqué la vie des habitants de Wuhan, les premiers en Chine à avoir été confinés. Reconnue coupable d'avoir « cherché querelle et provoqué des troubles »,

* Nathalie Bastianelli, spécialiste des questions d'environnement et de consommation en Chine, lors d'un webinaire organisé par *Asialyst* et l'Institut national des langues et civilisations orientales, 27 janvier 2021.